

ENTRETIEN AVEC
LIDIA CIRILLO *

I T A L I E

COHABITATION D'ÉLÉMENTS CONTRADICTOIRES ET TENSIONS

L'ITALIE EST LE PAYS DES « SURPRISES ». LA PROFONDEUR DE LA CRISE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET INSTITUTIONNELLE L'EXPLIQUE. DANS LES N° 2 ET 3 DE CETTE REVUE, NOUS AVONS PUBLIÉ DES CONTRIBUTIONS AYANT TRAIT À LA PÉNINSULE. NOUS DONNONS ICI LA PAROLE À LIDIA CIRILLO, MEMBRE DE LA DIRECTION DE SINISTRA CRITICA. DANS CET ENTRETIEN, ELLE VISE À DÉMÊLER LES TRAITS SPÉCIFIQUES ET LES TENDANCES PLUS GÉNÉRALES, PROPRES AUX PAYS IMPÉRIALISTES D'EUROPE, QUI MARQUENT DE LEUR SCEAU LA SITUATION ITALIENNE. DANS UN PROCHAIN NUMÉRO, NOUS CHERCHERONS À FAIRE LE POINT SUR LA SITUATION DU SALARIAT ET DE SES DIVERSES EXPRESSIONS ORGANISÉES.

La métaphore de l'Italie comme « laboratoire politique en Europe » est souvent filée. Par conformisme, nous te demandons en quoi cela fait sens.

LIDIA CIRILLO : Certes, on parle souvent de l'Italie comme d'un laboratoire des expériences sociales et politiques pour l'Europe. Toutefois, à partir de mes quelques connaissances scientifiques, le laboratoire sert à la vérification d'une ou de plusieurs hypothèses. Schématiquement, on peut l'exprimer de la sorte : il y a

d'abord une récolte, une accumulation de données empiriques, dans le cadre d'une esquisse d'hypothèse, puis l'hypothèse se construit et il y a une vérification de l'hypothèse en laboratoire. Pour reprendre cette métaphore, celles et ceux qui veulent effectivement participer à un changement radical du monde entrent aujourd'hui dans le « laboratoire » avec certaines certitudes qui renvoient à des constantes, à des invariants historiques. Ces constantes ont trait aux modalités avec lesquelles la société réagit face à une crise et/ou à des processus de transformation de la société capitaliste, en l'absence d'une gauche « classiste ».

Cela se manifeste, par exemple, sous la forme de la place prise par l'utilisation sociopolitique du bouc émissaire et de la

* Lidia Cirillo est l'auteure de *La luna severa maestra*, Ed. Il Dito e la Luna, 2003, *Da Vladimir Ilich a Vladimir Luxuria*, Ed. Alegre, 2006, et a participé à l'ouvrage collectif *Pensare con Marx, ripensare Marx*, Ed. Alegre, Rome, 2008.

dite sécurité, par la fragmentation des résistances et de leurs acteurs, par la réorganisation de la hiérarchie sociale.

Cela ne relève plus d'hypothèses, ce sont des certitudes. Par contre, une hypothèse, nous devrions la construire aussi sur des variables. Qu'est-ce qui change, en interaction avec ce que j'ai qualifié de constantes? Et sur ce terrain, nous en sommes encore à la phase d'observation, de récolte de données, à partir d'expériences limitées.

Les élections d'avril 2008 semblent traduire une importante redistribution des cartes, allant bien au-delà du terrain électoral. Qu'en est-il?

LIDIA CIRILLO : Les 13 et 14 avril 2008, la gauche, dans sa définition et ses composantes traditionnelles, est battue lors des élections; Silvio Berlusconi et sa coalition gagnent. Se constitue alors un troisième gouvernement Berlusconi, plus exactement pour la troisième fois – en 1994, puis en 2001 et jusqu'en 2005 et à nouveau en 2008 – Berlusconi est président du Conseil (premier ministre). Ce nouveau gouvernement n'est pas identique aux deux précédents, bien s'il soit formé par les mêmes forces politiques. Quels sont dès lors les éléments nouveaux?

Tout d'abord, il est issu d'une victoire électorale marquée par un écart dans les résultats bien plus important qu'en 2001. Il a bénéficié d'un vote à hauteur de quelque 47%, contre moins de 38% pour son challenger Walter Veltroni du Parti démocratique (PD). La droite a conquis aux plans social et régional des couches qui d'une façon ou d'une autre étaient liées à la gauche. La Ligue du Nord avait déjà conquis des secteurs populaires, mais pas avec cette ampleur et surtout pas l'élargissement géographique de son influence. Toutefois, la nouveauté la plus alarmante, lorsqu'on analyse les statistiques, concerne les jeunes. En 2001 et 2006, ils avaient voté massivement pour la gauche. En 2008, en majorité pour la droite. Cette dernière a gagné de nouvelles positions dans le milieu étudiant où la gauche disposait de positions fortes.

La gauche disparaît du parlement de manières diverses. Le Parti démocratique – issu pour une grande part de l'ancien Parti communiste qui a connu diverses

mués et d'un secteur du centre catho-
lique – garde une force significative. Mais, il ne se considère pas comme un parti de gauche et ne peut être qualifié comme tel, dans le sens que ce qualificatif a eu au cours du XX^e siècle. Y compris, il ne peut être classé comme un parti libéral, au sens d'un parti effectivement ouvert aux droits démocratiques. La présence en son sein d'une composante liée à l'intégrisme catholique qui s'est opposée aux revendications les plus modérées des personnes homosexuelles empêche de le qualifier de parti «libéral de gauche». D'ailleurs le Parti démocratique a mené une campagne visant à convaincre l'électorat qu'il n'était pas de gauche et cette campagne change de manière qualitative la position d'ensemble du PD.

Le fait que nous le sachions est une chose. Une autre est la revendication de la part d'un appareil d'un tel parti de ne plus être de gauche. La gauche dite radicale était composée de quatre partis – Parti de la refondation communiste (PRC), Parti des communistes italiens (PdCI), Fédération des Verts et Gauche démocratique. Ils ont formé un bloc dénommé Sinistra Arcobaleno: Gauche arc-en-ciel. Cette alliance n'a pas obtenu le quorum nécessaire pour être présent au parlement; elle passe de 12% à 3,2%. La Gauche critique (Sinistra critica) et le Parti communiste des travailleurs ont obtenu respectivement 0,45% et 0,55% des voix, ce qui était tout à fait prévisible.

A ces éléments il faut ajouter ce qui a été qualifié comme «un déplacement à droite de l'opinion publique». En 1994, Berlusconi avait gagné les élections en se présentant comme un élément nouveau et de renouveau face à un système de pouvoir noyé dans la corruption, un système dont le Parti communiste apparaissait comme un complice. En 2008, Berlusconi a gagné en jouant sur un déplacement des inquiétudes liées aux difficultés de la vie quotidienne, anxiétés formatées et canalisées par son propre appareil médiatique vers des dangers largement imaginaires et dirigées contre les traditionnels boucs émissaires. Jamais une campagne électorale n'a été autant modelée et axée sur le thème de la sécurité. Et en particulier sur la chasse aux immigré-e-s et aux Roms.

Comment qualifier les différences d'approche entre le gouvernement

Prodi et le gouvernement Berlusconi en relation avec leur objectif convergent de contre-réforme?

LIDIA CIRILLO : Au cours des premiers mois de son existence le gouvernement Berlusconi a préparé et fait ce à quoi on peut s'attendre d'un gouvernement de droite. Il a annoncé la relance du nucléaire et la construction du pont sur le détroit de Messine, un ouvrage extrêmement coûteux, inutile, dommageable et cela pour le bénéfice des seuls banquiers, entrepreneurs et spéculateurs de tout type.

Il a porté de nouveaux coups à ce qui reste de «l'Etat providence» en Italie, spécialement dans le secteur de la santé et de l'éducation. Dans le secteur de l'éducation, en particulier, quelque 100 000 postes d'enseignants et d'employés ont été supprimés. L'âge donnant droit à la retraite doit encore être élevé. La précarisation du travail va être accrue, etc. De ce point de vue, Berlusconi n'est pas qualitativement différent de Prodi.

A propos de la différence entre la politique de la droite et celle de la «gauche de gouvernement», un économiste proche de la gauche radicale a affirmé au cours d'une assemblée qu'en réalité une différence existe. Reprenant une ancienne formule, il a expliqué que la droite opèrerait pour la tactique: «affamer la bête», réduire les impôts et, à partir de là, réduire les dépenses publiques, suite à une situation de «caisses vides». Par contre, la gauche à la Prodi, qui a mené une certaine campagne contre l'évasion fiscale, conduirait une politique visant dans un premier temps à faire payer les impôts, pour accumuler des revenus, puis dans un deuxième temps engager des dépenses publiques.

Ce que cet économiste ne saisit pas, car il sépare en quelque sorte la «logique économique» de la politique et des rapports de force sociaux, c'est que depuis quelque quarante ans l'existence de ces deux phases a été expliquée. Celle durant laquelle on «accumule», plus exactement les élites dirigeantes imposent des sacrifices aux couches populaires, et celle qui devrait donner lieu à une redistribution, une phase qui ne s'est jamais concrétisée. Et pourtant cette argumentation a été utilisée par la Gauche arc-en-ciel.

Le problème de fond est ailleurs. Prodi et Berlusconi mènent leur offensive à partir

ENQUÊTE : LA VOIX DE 100 000 TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

Nous publions ci-contre quelques extraits de la présentation faite par Giorgio Cremaschi, secrétaire national de la FIOM italienne (Fédération des employés et des ouvriers de la métallurgie), à une enquête, publiée au printemps 2008. Cette enquête a peu de précédents en Italie. Quelque 100 000 travailleuses et travailleurs de la métallurgie – un secteur qui regroupe environ 2 millions de salarié.e.s – y ont répondu, parmi lesquels 15 000 employés, 20 000 femmes et 3 000 immigrés. Le questionnaire complet nécessitait une heure pour être rempli et la disponibilité des personnes interrogées confirmait la volonté de s'exprimer.

L'enquête a été menée par des structures syndicales soit dans l'entreprise, soit à l'extérieur. Elle porte sur un secteur que l'on peut considérer comme le plus protégé, le plus syndiqué en Italie. L'enquête bat en brèche une tendance idéologique qui nie la combinaison de l'ancien et du nouveau dans l'organisation du travail, cela afin de justifier la renonciation à une défense des droits qualifiés comme « appartenant au passé ».

G. Cremaschi souligne que dans ces grandes entreprises qui sont syndicalisées : « Plus de la moitié des travailleuses et des travailleurs déclarent n'avoir pas eu de contact ou n'avoir pas connaissance de la fonction et

même de la présence des RLS [Représentation des travailleurs pour la sécurité]. C'est une donnée éclatante qui ne concerne naturellement pas seulement la capacité d'initiative des RLS et du syndicat, mais qui est avant tout un indice d'un isolement et d'une fragmentation liés aux conditions de travail et d'une atomisation des relations entre les personnes qui travaillent. »

En conclusion, G. Cremaschi, qui représente l'aile la plus progressiste du syndicat le plus combatif, la FIOM, lance l'interrogation suivante : « Les conditions de travail dans la métallurgie qui apparaissent au travers de cette enquête ne doivent-elles pas conduire à poser cette question : n'est-il peut-être pas nécessaire de reconstruire une forme organisée de la représentation syndicale qui adhère bien plus que l'actuelle à la quotidienneté de celui qui travaille ? On peut appeler cela délégués d'atelier, on peut l'appeler collectif ou groupe, on peut l'appeler comme on veut, mais quelque chose qui va au-delà du modèle institutionnel de présence dans l'usine est nécessaire, car aujourd'hui nous vérifions toutes les faiblesses et toutes les absences du modèle institutionnel [...]. Nous découvrons que l'organisation se comporte comme si elle ne connaissait pas la réalité. La connaissance et la culture du syndicat sont profondément liées à l'existence de la démocratie et de la participation. » – Réd.

[1] Dans le quotidien financier *Il Sole/24 Ore* du 12 octobre 2008, il est souligné que la présidente de la Confindustria, Emma Marcegaglia, est en accord avec les dirigeants de la CISL (Confédération italienne des syndicats des travailleurs) et de la UIL (Union italienne du travail) sur « la réforme des contrats qui donne un poids majeur aux contrats d'entreprise ». Et la présidente d'ajouter : « J'espère que la CGIL [Confédération générale italienne du travail] puisse dépasser les résistances internes à ce sujet. »

« Le vieux et le nouveau, pour faire bref, se superposent et s'intriquent au sein du travail industriel actuel, précisément dans le secteur le plus compétitif et le plus avancé. En effet, les anciennes pratiques tayloristes basées sur la répétitivité, sur la parcellisation, sur la poussée à l'augmentation des horaires de travail se combinent à celles demandées par la modification des rythmes de production, par l'impératif de qualité des produits, par l'obligation d'une plus grande attention et participation de la part de celles et ceux qui sont engagés dans le processus productif. Les anciennes conditions de travail ne disparaissent pas, mais se transforment en une augmentation globale de la fatigue des travailleurs et encore plus des travailleuses, pour lesquels la fatigue issue du vieux s'additionne souvent avec le stress, la tension, l'insécurité sociale produits par le nouveau. [...]

L'élément de vérité qui ressort de cette enquête, selon nous, est le suivant : à travers la profonde restructuration survenue au cours de ces vingt dernières années dans le système industriel et dans l'organisation du travail s'est affirmé un modèle qui s'étend à toute la société, dans lequel la dépendance des personnes et la réduction de leur autonomie réelle sont accompagnées de l'exigence d'une adhésion sans cesse plus prégnante des travailleurs aux processus qualitatifs de l'entreprise. La somme du vieux et du nouveau, leur contamination, produit de la sorte une façon de travailler infiniment plus stressante et épuisante que par le passé.

Si l'on sort du secteur industriel manufacturier, nous pouvons exemplifier cette nouvelle fatigue, cette exploitation moderne au travers des conditions faites aux salarié-e-s des call center qui sont contraints d'opérer selon des rythmes propres à une chaîne de montage, qui doivent fournir aux clients qui téléphonent une prestation qualitativement excellente et la plus individualisée possible. C'est ce qui se développe dans les secteurs dudit tertiaire, au sein desquels se conjuguent répétitivité et autoritarisme étant donné l'objectif de personnaliser la prestation. [...]

Les faits montrent qu'une politique syndicale visant à échanger flexibilité contre salaire a une incidence négative sur le vécu des conditions de travail, alors que seules 6% des personnes interviewées étaient prêtes à accepter une augmentation du temps de travail et quasi la moitié voulaient le réduire ; alors que les rythmes de travail pour ceux et celles qui sont engagés dans la production de masse sont insupportables pour la grande majorité.

Enfin, il ressort de cette enquête qu'est totalement infondée la thèse selon laquelle il serait possible d'échanger une réduction du rôle des contrats collectifs de travail nationaux en faveur de contrats entreprise par entreprise, cela pour obtenir de meilleurs résultats d'ensemble [1]. Les travailleuses et les travailleurs qui ont répondu appartiennent quasi tous à des entreprises syndiquées. Mais seulement un peu plus de moitié sont inscrits au syndicat. Toutefois tous travaillent dans des entreprises où sont présentes l'organisation syndicale ainsi que les conditions contractuelles nationales. Plus de 80% déclarent profiter de cette situation pour ce qui a trait aux conditions générales de travail. Les réponses que nous avons reçues sont dès lors significatives précisément parce qu'elles proviennent d'entreprises qui jouissent simultanément des deux niveaux contractuels (d'abord, le contrat national cadre, puis la négociation dans l'entreprise). Donc, les carences, les bas salaires, les difficultés des conditions de travail relevés dans l'enquête appartiennent précisément au secteur syndicalement le plus avancé de l'industrie métallurgique. Imaginons dès lors tout le reste du monde du travail qui est encore bien plus en arrière, qui fait face à la proposition de renoncer aux contrats nationaux et de les réduire à l'échelle de l'entreprise. [...]

Le métallographe qui parle dans cette enquête a un sens profond de la dignité de sa propre fonction. En même temps s'expriment la conviction de subir des conditions de travail qui compromettent sa santé et, conjointement, la conscience d'être partie prenante d'un processus productif important. Y a-t-il là un sens de classe, même s'il

reste potentiel, même s'il ne s'exprime pas à travers un point de vue précis ? L'enquête n'approfondit pas cette question. Si nous devions nous baser sur la signification profonde de nombreuses réponses, nous pourrions saisir un sens de classe latent significatif. Dans beaucoup de cas, par ailleurs, les réponses que donnent les ouvriers et les employés sont de manière surprenante similaires, au-delà des différences de conditions de travail et de revenu. A l'évidence, une condition commune s'étend.

La donnée à laquelle aujourd'hui on s'attendait le plus réside dans la catastrophe des niveaux de salaire, non seulement les salaires individuels – 1246 euros net est la moyenne pour toute la catégorie des métallos (quelque 1900 CHF) – mais aussi ceux des familles. La famille moyenne des métallurgistes dans laquelle les deux conjoints travaillent et qui ont à charge deux enfants doit vivre avec 2125 euros par mois (quelque 3300 CHF), ce qui signifie un peu plus de 600 euros par unité du noyau familial. C'est une donnée qui, par elle-même, explique pratiquement la condition sociale d'ensemble du pays et l'incapacité des systèmes statistiques d'analyser l'évolution des revenus réels et d'expliquer ainsi, y compris sur le plan scientifique, la chute du pouvoir d'achat. [...]

L'insatisfaction, l'âpreté des conditions de travail, les bas salaires vont de pair avec une forte dose d'incertitude sur le futur. Plus de 30% des travailleurs interrogés, sans différences significatives entre ouvriers et employés, prévoient une péjoration de leur avenir ; seuls 19% envisagent une amélioration. Pour ce qui a trait au risque de perte d'emploi, le pourcentage des pessimistes s'élève à 34%. Un travailleur de la métallurgie sur trois considère son avenir comme sombre sous tous les aspects. Je crois que cette donnée est suffisante, en plus de toutes les autres, pour expliquer la rage, l'insatisfaction et le découragement qui aujourd'hui existent sur tant de lieux de travail. »

La droite cherche à construire un consensus sur les phobies, les hallucinations, les sentiments stimulés d'insécurité, cela en visant à ce que se développe une « guerre » au sein des couches populaires.

14

de deux angles d'approche différents pour arriver, finalement, à la même conclusion. Ils attaquent en ayant comme boussole leur base électorale. La droite attaque en essayant de préserver l'équilibre possible entre les intérêts de l'oligarchie économique et la situation de couches moyennes, au sens précis du terme, c'est-à-dire des petits patrons, des petits entrepreneurs, des petits camionneurs, des propriétaires de taxis, etc. Des secteurs qui ont ressenti la pression fiscale exercée par le gouvernement Prodi.

Par contre, aujourd'hui, Renato Brunetta, ministre de la Fonction publique et de l'Innovation, attaque l'emploi public qui constitue la base électorale du centre gauche. Il y a une dimension plus politico-propagandiste que réelle dans ces deux approches, mais cela a son importance. Par exemple, Prodi a été contraint de céder aux revendications des camionneurs très organisés et dirigés par la droite. Il a choisi, pour « compenser », de réduire les dépenses dans le secteur de la recherche, universitaire entre autres, c'est-à-dire exactement là où se trouvait une partie de sa base. De fait se profilent des attaques diversifiées, qui toucheront différents secteurs sociaux au bénéfice de la couche qui concentre la richesse.

La gauche gouvernementale se réfère à ce qui était le dessein de la vieille politique libérale, c'est-à-dire développer une politique de droits démocratiques et d'« ouverture culturelle » tout en ignorant les couches populaires et leurs besoins. Au fond, une politique qui répond aux exigences du patronat et qui, simultanément, conserverait les espaces démocratiques. Ce qui s'est affirmé être une vieille illusion du libéralisme.

Par contre, la droite cherche à construire un consensus sur les phobies, les hallucinations, les sentiments stimulés d'insécurité, cela en visant à ce que se développe une « guerre » au sein des couches popu-

lares. C'est une constante de la droite que l'on retrouve au cours de l'histoire et qui n'est de loin pas un phénomène spécifique italien

Il va sans dire que ladite gauche n'arrive même pas à défendre les espaces démocratiques dont elle parle, et cela, entre autres, car l'électorat dans son ensemble est fortement impacté par la propagande des médias, par exemple sur la question des immigrés, ce qui la conduit, en dernière instance, à faire des concessions et à appliquer une politique ouvertement anti-immigrés. Ainsi, un dirigeant du PD a parlé, à propos des Roms, d'une « Italie moins tranquille suite à l'entrée de la Roumanie dans l'UE ».

La base matérielle de l'actuelle situation peut être mise en lumière à partir de quelques chiffres. En 2007, la Banque des règlements internationaux (BRI) a calculé qu'au cours des 15 dernières années, en Italie, un gigantesque transfert de richesse s'était opéré dans la valeur ajoutée en faveur des profits et au détriment des salaires. Chaque année, en termes constants, 120 milliards d'euros sont passés des revenus du travail à ceux du capital. En moyenne, 7000 euros par année ont été perdus par chaque salarié-e, actifs ou à la retraite, en rapport par rapport à la richesse produite ; somme engrangée par les grands capitalistes du pays. Dans les années 1970, la distribution des revenus du travail et du capital dans la valeur ajoutée était respectivement de 60 % et 40 %. Elle s'est renversée aujourd'hui : elle est de 40 % et 60 %. Le huitième rapport de Caritas révèle que 15 millions de personnes risquent de basculer dans la pauvreté ; et 7 millions sont déjà, selon la statistique, dans un état de pauvreté.

La gestion du gouvernement de Berlusconi ne pousse-t-elle pas à l'extrême l'imbrication entre la politique de contre-réforme, des mesures

apparemment hétérodoxes et un travail de persuasion propagandiste à large échelle ?

LIDIA CIRILLO : La dissemblance entre ce gouvernement par rapport au précédent est le produit d'une série de caractéristiques qui le rendent plus dangereux du point de vue des droits démocratiques.

Sa politique antisociale est accompagnée, avant tout, d'un travail de propagande avec l'objectif habituel de décentrer l'attention sur d'autres questions. La droite italienne se présente comme championne de l'ordre et de la morale ; elle attribue à l'immigration les problèmes les plus graves du pays, utilisant les médias sur lesquels elle dispose d'un ample contrôle, afin que l'attention du public se concentre sur la chronique des sombres « faits divers » et de la sécurité. Il faut remarquer qu'au cours des deux années de gouvernement Prodi la chronique des scandales et autres faits divers avait déjà accru sa place sur les chaînes privées, avec un effet de contagion sur les chaînes gouvernementales. L'assimilation entre immigration et criminalité s'est transformée en un lieu commun accepté dès lors par une grande partie de l'opinion publique.

Alors que le gouvernement supprime des milliers de postes d'enseignement, en grande partie occupés par des femmes, le gouvernement s'érige en tuteur de la respectabilité de la femme en persécutant les prostituées. Le décret sur la sécurité interdit la prostitution sur la voie publique. Des scènes de chasse aux prostituées et aux transsexuels sont diffusées sur les chaînes publiques et privées afin d'exciter et de manipuler le moralisme d'un électoral populaire.

Cela s'accompagne de coupes dans les dépenses pour l'école publique en utilisant un faux débat sur l'obligation pour les élèves de mettre une blouse et sur la restauration des notes de conduite afin de lutter contre les violences et la criminalité juvéniles.

L'attaque est conduite contre le « welfare », déjà réduit au minimum, en la présentant à l'électorat comme ouvrant la voie à une véritable mesure de gauche, soit la création d'une « carte de pauvreté » qui dans la meilleure des hypothèses attribuerait au plus pauvre l'équivalent d'un euro par jour.

Si cela constitue la traditionnelle vieille soupe cuisinée par la droite pour les classes populaires, d'autres opérations de propagande sont plus complexes. Et leur succès s'explique par la relation entretenue par le chef du gouvernement avec les médias. Propriétaire des télévisions com-

merciales (mais désormais en Italie toutes les chaînes sont commerciales), Berlusconi les utilise habilement. Nous y reviendrons. L'utilisation des médias s'accompagne de la construction de véritables opérations propagandistes spécifiques. Un exemple est offert par le « sauvetage » Alitalia, la compagnie aérienne nationale. Endettée à l'extrême et rongée par de nombreux problèmes, la compagnie était sur le point d'être vendue à Air France. Mais Berlusconi a considéré utile d'en faire un des axes de sa campagne électorale. Il a critiqué Prodi qui vendait à des étrangers un patrimoine national ; il a promis au salarié-e-s de la société son intervention salvatrice ; il a rassuré les Milanais sur l'avenir de l'aéroport de Malpensa, sous-utilisé et qui est un gouffre financier.

A six mois des élections d'avril 2008, Berlusconi se présente comme le sauveur de la patrie, bien qu'il ait passé un accord impliquant des coûts élevés pour les contribuables et des pertes d'emplois pour les salarié-e-s d'Alitalia. Un groupe d'entrepreneurs (Colaninno : groupe Piaggio et IMMSI ; Tronchetti Provera : holding présent chez Pirelli, dans les télécommunications ; Marcegaglia, dirigeante de la Confindustria, l'organisation patronale ; Benetton, etc.) s'est engagé à relever la compagnie. En échange, l'Etat assume les dettes, le passif. Quelque 9000 salarié-e-s toucheront une partie de leur salaire (« Cassa Integrazione ») durant sept ans, cela suite à une négociation très difficile et à une forte résistance des salarié-e-s.

La dimension propagandiste et le quasi-monopole de communication aux mains de la droite constituent un aspect important de la situation en Italie. La « gauche » dans son ensemble continue à sous-estimer ce facteur, en partie parce qu'elle n'a pas eu le courage de l'affronter quand elle l'aurait pu. En partie, par un fâcheux snobisme et la crainte de répéter des lieux communs sur l'omnipotence des médias. Mais si les médias ne sont pas omnipotents, ils sont de toute façon puissants et le caractère de la situation en Italie en constitue une démonstration évidente.

Dans la foulée de ce que tu expliques, n'assiste-t-on pas en Italie à un effort très systématique afin de liquider une sorte de « patrimoine culturel progressiste » ?

LIDIA CIRILLO : En effet, j'ai insisté sur la dimension de la propagande, de la transformation de l'imaginaire collectif et de la culture parce que cela constitue une des clés pour comprendre l'Italie de

Berlusconi. Un autre exemple. Après avoir maximisé le grondement sur le thème de la sécurité, le gouvernement a réduit les dépenses dans ce secteur de la manière la plus importante au même titre que celles consacrées à l'éducation. Ainsi, alors que la « gauche pacifiste » a voté avec Prodi un des budgets les plus élevés en faveur des dépenses militaires, la droite répressive réduit les fonds attribués aux corps répressifs. Je ne sous-estime pas, en citant ce fait, les aspects militaristes et autoritaires du gouvernement des droites : je vise simplement à en expliquer la logique spécifique.

Ainsi, en 2001, à Gènes, le deuxième gouvernement Berlusconi a joué la carte de la répression ouverte, brutale ; cela ne lui a pas convenu. Mettant à profit la présence de quelques centaines de jeunes « casseurs » (la présence de provocateurs ne peut être exclue), les policiers en tenues d'assaut ont attaqué une manifestation pacifique massive organisée à l'occasion du G8. La nuit, des policiers ont pénétré dans l'école (Diaz) où dormaient des jeunes manifestants et ont commis un vrai carnage. Ce terme a été utilisé plus tard par un responsable même de la police. C'est un pur hasard qu'il n'y eut qu'un seul mort – Carlo Giuliani – à Gènes.

Suite à cette répression exercée à Gènes, dans toute l'Italie se sont multipliées les manifestations, à la fin juillet, une période durant laquelle « le pays va à la mer ». Entre 2001 et 2003, l'Italie a connu un extraordinaire mouvement, lié en partie à la mobilisation internationale contre la guerre en Irak et en partie pour écarter des leviers du pouvoir les responsables du « passage à tabac » commis dans l'école Diaz. Les policiers et leurs chefs sont sous procédures judiciaires et les preuves sont fournies, sans équivoque, que les justifications de l'agression étaient fausses et forgées de toutes pièces par les policiers eux-mêmes.

Après ces événements, la droite s'est montrée plus attentive à l'équilibre à entretenir entre persuasion et répression, mettant l'accent, pour l'heure, sur la pre-

mière. Son objectif explicite au cours des dernières années était celui d'un changement de culture et plus exactement une lutte contre une certaine culture progressiste qui caractérisait la situation italienne. En partie, l'objectif a été atteint : le « politiquement correct » dispose d'une place notable dans les médias. Et les pires acrimonies en provenance des « tréfonds de la société » sont non seulement autorisées, mais peuvent se déchaîner. Au cours des derniers mois, les agressions contre les immigré-e-s, les personnes homosexuelles, les jeunes de gauche ont été nombreuses et graves. L'habitude de considérer les immigrés comme des ennemis contre lesquels tout est licite s'exprime au travers « d'incidents » qui n'ont pas de lien direct avec la politique. Il y a quelques semaines, un jeune Noir a été tué à coups de barre par le propriétaire d'un bar pour avoir dérobé un paquet de biscuits.

En même temps, le gouvernement prépare une réforme de la justice face à laquelle Berlusconi veut régler des comptes personnels et politiques. Il ne s'agit pas seulement de modifications de lois, mais d'une politique de subordination des magistrats au pouvoir exécutif. Cela suscite d'ailleurs une résistance qui, bien que corporatiste, porte en elle des éléments tout à fait progressistes au plan démocratique. Ces refus de subordination sont qualifiés par Berlusconi de « justicialisme » et sont déniés en tant que tels. Lorsque l'opposition fait quelques objections à cette loi, elle est de suite qualifiée d'extrémiste et, y compris, renvoyée à un passé mythique.

La prudence ne vaut toutefois pas pour les immigré-e-s et pour les Roms. Un des premiers décrets du gouvernement permet de multiplier les délits que l'on peut imputer à des immigrés. De plus a été décidée la création de dix nouveaux camps de rétention pour des immigrés, rendus clandestins par la politique même du gouvernement. Des pouvoirs spéciaux sont attribués aux maires des villes en vue d'expulser des immigrés. A cela s'ajoute l'utilisation, banalisée, de l'armée dans les

*L'objectif explicite de la droite :
une lutte contre une certaine
culture progressiste qui caractérisait
la situation italienne.*

villes. Enfin, une réaction autoritaire face à un mouvement étudiant qui murît ne doit pas être exclue.

Si l'Italie a été considérée comme un laboratoire pour la gauche, dans les années 1970, et qu'elle l'est, sous certains aspects, pour la droite en ce début de XXI^e siècle, cela mérite explication.

LIDIA CIRILLO : La logique politique substantielle qui ressort à l'occasion de ces premiers mois de gouvernement démontre que la situation italienne, sous divers aspects, n'est pas spécifique en Europe. Mais l'Italie est un laboratoire, je pense, dans la mesure où elle anticipe et accentue une certaine dynamique.

Dans les années 1970, l'Italie était caractérisée au plan politique par l'existence d'un fort Parti communiste, le plus fort du monde capitaliste. De plus existait une classe ouvrière avec un degré de concentration très élevé. Certes, il y avait un marché du travail avec sa fluidité, sa fragmentation, ses migrations internes, mais il y avait d'importantes agrégations ouvrières dans des grandes entreprises (automobile, sidérurgie, pétrochimie, etc.) qui servaient d'éléments de référence pour la très large majorité des salarié-e-s. Cette classe forte, homogène et bien organisée – en 1969 naît en Italie un syndicat de type conseilliste – n'avait pas connu une « saison » réformiste. Le Parti communiste, au cours des décennies faisant suite à la Seconde Guerre mondiale, paradoxalement, a été plus modéré qu'une grande partie de la social-démocratie européenne. Son incompatibilité avec l'ordre impérialiste occidental (OTAN) et son lien avec l'URSS l'avaient conduit à chercher un équilibre et une possibilité de « vie commune » au plan de la politique interne et des rapports sociaux. Enfin, l'attitude conservatrice du PCI n'était pas en contradiction avec son « être » qui s'exprimait à travers la diffusion d'une culture marxiste, à sa façon, au sein des milieux académiques, parmi les intellectuels en général, dans le monde du cinéma et, par ruissellement, dans divers secteurs de la société. Peut-être dans aucune autre société capitaliste, le marxisme a connu un tel ascendant et une telle diffusion. Pour ces raisons et pour d'autres, à partir de la fin des années 1960, l'Italie a été, précisément, un laboratoire

des conflits sociaux, surtout de classe et de genre.

Tous ces éléments se sont retournés en leur contraire. Au même titre où l'Italie a été donnée comme un laboratoire pour la gauche, elle est devenue un laboratoire pour la droite, à partir d'un renversement des éléments cités précédemment. Privé des grandes concentrations ouvrières, le tissu productif italien est en grande partie réduit à un ensemble de petites et moyennes entreprises. Au-delà des statistiques concernant le travail à durée déterminée ou à temps partiel, l'Italie est le pays de l'Union européenne dont la force de travail est la plus précarisée, à cause de la forte composante de travail au noir et informel.

Ainsi, la crise de la gauche est d'une extrême profondeur précisément parce que le PCI était très puissant et que l'implosion de l'URSS, quelle que soit la distance qui avait été prise par la direction du PCI, a eu un effet symbolique de tsunami politico-culturel. Et l'on a assisté à des amples phénomènes de « transformisme », c'est-à-dire de migrations de gauche à droite sous des formes diverses. Des personnalités et des groupes entiers ayant des positions de pouvoir se sont déplacés vers la droite, laissant un espace qui n'a pas été occupé, du moins jusqu'à maintenant.

A la profondeur de la crise de la gauche et à son absence, il faut ajouter l'épaisseur des forces conservatrices en Italie. Face au reste de l'Europe, peut-être à l'exception de l'Espagne, l'Italie a des facteurs plus pesants pour ce qui est de la prégnance de la droite conservatrice.

Tout d'abord, il faut noter la présence de l'institution du Vatican et de ses réseaux. Certes, il ne faut pas avoir une vision simpliste, il existe au sein de l'Eglise des courants différents. Et c'est le plus grand hebdomadaire catholique, *Famiglia Cristiana*, qui a pris le plus ouvertement position contre les mesures visant les Roms (établissement de registres, empreintes digitales, destruction de campements) ; la formule « danger fasciste » a été utilisée. Néanmoins, l'appareil de l'Eglise garde toute sa force conservatrice et son influence. Il ne faut pas oublier qu'à la tête de la bureaucratie de l'Eglise se trouve l'extrême droite de celle-ci : l'Opus Dei, les Chevaliers de Malte et d'autres organi-

sations de ce type qui organisent depuis leurs « places fortes » des réseaux capillaires dans la société.

A cela s'ajoutent les différentes structures mafieuses, et le rôle de la camorra, de la mafia et d'autres structures identiques régionales. Le crime organisé a eu un rôle social conservateur, traditionnellement. Il a soutenu, avec son influence sur le vote populaire dans le Sud, les gouvernements démocrates-chrétiens. Il a développé une fonction d'ordre dans les régions où sa capacité de contrôle est la plus forte. Il s'est emparé d'institutions locales, jusqu'à des segments du syndicat. Aux yeux de couches les plus pauvres, il apparaît comme une alternative à l'Etat.

En outre, en Italie, la droite a une origine et des références fascistes. Et, au-delà de la « rénovation » opérée par des forces comme l'Alliance nationale de Fini, il y a tout un dégradé dans la droite italienne qui renvoie ouvertement à la période fasciste, qui est revendiquée, du moins jusqu'en 1938, comme une période bénéfique pour l'histoire du pays. Ce qui a été préparé et se développe au travers de toute une opération de révisionnisme historique.

Enfin, en plus du contrôle des médias, il faut y ajouter le contrôle par Berlusconi et ses alliés de grandes maisons d'édition et de la presse, qui forment d'ailleurs des conglomérats.

Si les lignes de force conservatrices ressortent bien de ce que tu expliques, en même temps des contre-tendances s'expriment dans la société, on a l'impression de la coexistence d'éléments contradictoires, instables, dans un contexte international en voie de redéfinition.

LIDIA CIRILLO : Pour répondre à cette interrogation, il faut analyser les éléments de nouveauté sur lesquels nous n'avons pas encore une hypothèse élaborée. Donc, il s'agit de collecter les données, les faits liés aux expériences sociales et politiques multiples. A partir de là, il va de soi qu'il est plus compliqué d'en dessiner les traits exacts.

Avant tout, malgré des contrôles plus rigides que par le passé, dans les médias existe une forme nouvelle et « surréaliste » de liberté. Il existe un code non écrit, auquel tous, plus ou moins, adhèrent, avec ses dogmes intangibles : le marché

La mobilisation du 17 octobre est un premier élément traduisant l'exaspération socio-politique et la recherche de nouvelles voies pour s'organiser.

(un peu bousculé par la présente crise!), l'alliance impérialiste contre le « terrorisme », la stigmatisation des années 1970, les immigrés bienvenus à condition qu'ils fassent leur devoir; l'« antifascisme » à coloration nord-américaine (les Etats-Unis présentés comme « nos libérateurs » est une formule souvent utilisée par Berlusconi), etc. Il existe une propagande qui alimente les peurs et désigne les boucs émissaires – comme je l'ai dit – et une façon vulgairement malhonnête de commenter l'actualité politique.

Mais s'exprime aussi le contraire sur les chaînes télévisées qui sont la propriété de Berlusconi ou sous son contrôle politique: des films qui dénoncent fortement le fascisme, des satires politiques, des films dont les héros et héroïnes sont homosexuels... Récemment, la plus importante télévision de Berlusconi a transmis un film de fiction – d'amour et d'aventure – dans lequel les « bons » (des jeunes délurés) sont des jacobins et les « mauvais » des prêtres et des cardinaux. Sur une autre de ses chaînes doit passer prochainement un film (d'animation) sur la vie de Josemaria Escriva de Balaguer, saint fasciste et fondateur de l'Opus Dei.

Personne à gauche n'a jamais le temps de se consacrer à une analyse des médias. Un groupe féministe avec lequel je collabore a commencé à le faire. Après de très nombreuses heures passées à visionner ces productions, la réalité qui en ressort est celle d'un monde où il y a tout et son contraire. Faisons-nous face à des restes d'une liberté qui appartient à la fin du passé ou face à une situation de stabilité instable, de messages contradictoires, d'assemblages improbables?

Ensuite, l'Italie n'est pas un pays qui peut aisément être mis sous contrôle. Paradoxalement, le Parti communiste et les grandes confédérations syndicales étaient des facteurs d'ordre. Ils garantissaient un certain contrôle, ne serait-ce que dans un contexte conflictuel. L'Italie reste encore aujourd'hui un des pays d'Europe où la population se rebelle le plus facilement.

Au cours des années passées, il y a eu des luttes sociales diverses d'une grande

importance. Personne ne peut le nier. Il y a eu le mouvement contre la guerre en Irak, il y a eu le mouvement contre l'élargissement de la base militaire américaine Dal Molin à Vicence, il y a eu le mouvement contre la privatisation de l'eau, il y a eu le mouvement contre les centrales d'incinération très proches des lieux d'habitat, il y a eu un mouvement important des étudiants, il y a eu diverses mobilisations significatives d'immigré-e-s souvent auto-organisées, il y a eu la mobilisation du mouvement homosexuel à Rome en 2008, qui était un défi lancé au Vatican.

Donc, on peut dire qu'au cours des dernières années la situation italienne a encore été caractérisée par une série de mobilisations. De plus, il y a eu des luttes ouvrières, certes partielles, mais assez déterminées, entre autres dans la métallurgie, auxquelles se sont ajoutées des mobilisations des précaires.

En outre s'est exprimée dans la société italienne une tendance à ce que l'on pourrait appeler auto-organisation, dans des quartiers par exemple, qui traduit le fait que les gens ne se tournent plus vers les partis pour résoudre des problèmes concrets, car la défiance est très grande face à ces institutions, au même titre que face aux syndicats. Ces comités de quartier, très divers, cherchent à agir sur les problèmes immédiats, et on le voit aussi tendanciellement dans des secteurs où précédemment le syndicat imposait son emprise.

Encore aujourd'hui, après des mois au cours desquels l'opposition a été totalement absente, le mouvement et « le peuple de gauche » ont recommencé à agir. L'école publique est en émoi après les coupes sombres et les mesures prises par la ministre de l'Instruction publique, Mariastella Gelmini. Dans l'école élémen-

taire se mobilisent les enseignants et les parents. Dans les écoles secondaires (colèges et lycées), en cette mi-octobre, s'est développée une mobilisation des étudiants qui ne s'était plus vue depuis des années. A l'université les occupations et les luttes se multiplient.

Le 11 octobre 2008 a eu lieu à Rome une manifestation importante convoquée, par les partis de l'ex-coalition Arcobaleno. Elle a démontré que la base de ces partis n'a pas perdu la volonté de prendre une revanche; quelque 30 000 personnes y ont participé. Le 17 octobre, entre 60 000 et 70 000 personnes, réunissant diverses générations, ont manifesté à Rome, à l'appel des syndicats minoritaires de base (Confédération unitaire de base, Confédération des comités de base, Syndicat des travailleurs intercatégories) – qui avaient lancé le mot d'ordre de grève générale – et des forces extraparlimentaires, dont Sinistra critica. Cette manifestation, qu'il faudra analyser, est un élément traduisant l'exaspération socio-politique et la recherche de nouvelles voies pour s'organiser. A la fin octobre est prévue une manifestation du PD et un appel à la grève de la CGIL (Confédération générale italienne du travail), initiatives prises pour réduire l'impact de celle du 17 octobre et ne pas laisser à d'autres l'occupation du terrain.

D'autres éléments de nouveauté devraient être intégrés. Par exemple, l'existence de l'Union européenne et la façon dont ses directives interagissent avec la composition différente des classes subalternes. La crise de la capacité des travailleurs et travailleuses à se manifester comme classe, ce qui s'accompagne de l'émergence de nouvelles figures de salarié-e-s qui ne se voient pas encore comme classe, mais



dont la présence agit, indirectement, sur la situation sociale d'ensemble.

Il s'agit d'éléments que l'on ne peut traiter en quelques mots, si ce n'est au risque d'émettre des généralités inutiles. Mais ils font partie de ces variables sur lesquelles aujourd'hui il faudrait conforter l'hypothèse à vérifier en laboratoire.

Mon impression personnelle est qu'actuellement, en Italie, se juxtaposent les éléments de deux formes d'américanisation, l'une du nord, l'autre des pires régions du sud des Amériques. Une société placée de manière rigide sous l'égide du marché et de l'impérialisme, mais au sein de laquelle des éléments différents peuvent cohabiter, parce qu'aucun ne peut changer, de manière substantielle, «l'état des choses». Une société dans laquelle la corruption, la répression, l'alliance entre la droite et le clergé, etc. sont les données les plus visibles des rapports sociaux. C'est un peu plus qu'un mot d'esprit que j'utilise ici, c'est aussi la manière la plus immédiate de traduire une réalité qui évoque les années 1920, mais qui ne se situe pas dans les années 1920.

Il est possible, par ailleurs, que la résultante entre ces deux séries d'éléments n'aura rien à voir ni avec l'une, ni avec l'autre situation.

La dernière variante qui sera décisive est celle de la crise économique en cours, avec ses dynamiques futures.

Avec la crise économique ouverte, une nouvelle phase ne s'ouvre-t-elle pas, favorable à l'initiative de forces extraparlimentaires anticapitalistes ?

LIDIA CIRILLO : Malgré la relance des mobilisations, les raisons pour un «renouveau» optimiste béat n'existent pas, même si aujourd'hui, à gauche, la dépression est moindre qu'il y a quelques mois. Certes, la crise économique ouvre de nouveaux espaces pour des luttes et rend moins difficile l'affirmation de positions anticapitalistes. L'ennui c'est que la droite semble l'avoir mieux compris que la gauche. Je ne fais pas allusion ici seulement à la droite dite sociale – qui est une droite extrême et ouvertement fascistoïde – qui cherche et trouve des échos parmi des secteurs prolétaires et «sous-prolétaires». Je parle aussi de la droite de gouvernement qui s'adonne à organiser de nouvelles représentations médiatiques

pour répondre aux états d'âme nouveaux. Ainsi Giulio Tremonti, le ministre de l'Économie, aime citer Marx, développe des critiques à la mondialisation similaires à celles du «mouvement des mouvements». Évidemment, il propose comme alternative l'éthique chrétienne et non pas les droits des salarié-e-s.

Néanmoins, dans la mesure où la crise va appauvrir encore plus les gens, ce ne seront pas les tendances à une charité hypocrite qui prendront le dessus. Parce que la misère peut rendre agressif et peu disponible à avaler l'hostie consacrée.

Je veux signifier par là que la crise et ses suites et le fait que «la gauche» ne soit plus au gouvernement ouvrent une phase qui offre de nouvelles possibilités d'enracinement, mais rend, en même temps, la situation encore plus dangereuse et plus instable.

Ceux qui à gauche veulent élargir l'espace à une critique anticapitaliste n'ont pas la tâche facile, bien que la conjoncture soit plus favorable. Les formes d'auto-organisation sont fortement fragmentées. Il n'y a pas de synergie qui s'instaure entre elles. Chacun se structure autour de ses revendications et objectifs particuliers. Souvent, comme les groupes qui s'auto-organisent dans un quartier, pour faire un exemple, se concentrent sur leurs objectifs immédiats, ils sont prêts à accepter de passer un certain type de contrat avec le pouvoir, de se transformer en des sortes de lobbies, cela sans avoir obligatoirement un discriminant politique. Donc, ils peuvent être conduits à passer des accords avec la droite. Autant ces mouvements sont importants et doivent être l'objet d'un suivi sérieux, autant il ne s'agit pas de les idéaliser, d'idéaliser l'auto-organisation en tant que telle, car leur dynamique politique, dans le cadre présent, est plus d'une fois incertaine.

Les luttes des travailleuses et travailleurs restent isolées. Elles sont encore nombreuses et radicales. Mais chacune fait référence à elle-même. Et la solidarité n'existe que dans quelques rares cas. Tous les lieux communs sur les privilèges ont été utilisés contre les employés d'Alitalia (dont le salaire paraît élevé par rapport à d'autres catégories) ; mais ces «privilèges» suscitent le scandale seulement lorsqu'ils concernent le travail salarié.

Il est absolument nécessaire, dès lors, d'enraciner à nouveau une critique anticapitaliste au sein de fractions de salarié-e-s et/ou de mouvements, cela afin qu'ils puissent s'affirmer et avoir cette fonction d'attraction et d'agrégation politique générale. Il est vrai que le terme anticapitaliste est seulement négatif et n'indique pas une perspective, une alternative. Mais je crois que c'est le niveau auquel on se trouve aujourd'hui, c'est-à-dire une critique à la racine de ce qui se voit, de ce qui est vécu, de ce qui surgit avec force dans la crise dite financière. C'est une critique du capitalisme sans qu'existe encore la possibilité d'indiquer une alternative effective au capitalisme. Et cela parce qu'un projet politique doit reposer sur le parcours possible d'un sujet politique et/ou des synergies qui s'établissent entre l'expérience et la conscience de divers mouvements. Certes, on sait et on voit ce que le capitalisme signifie non seulement pour les classes subalternes et salariées, mais pour l'humanité. Toutefois, on sait beaucoup moins ce que nous avons su ou cru savoir au XX^e siècle : quel est l'ensemble social, avec ses capacités de créer une synergie entre diverses subjectivités, qui peut à la fois affronter le système et dégager les éléments d'une alternative. Il faut donc passer par une relance décidée de la critique anticapitaliste, car s'est installée une sorte de dogme qui cherchait à rendre intouchable le capitalisme, un dogme ébréché sous les coups de la crise économique d'ampleur. (*Entretien effectué à la mi-octobre 2008*) ✱